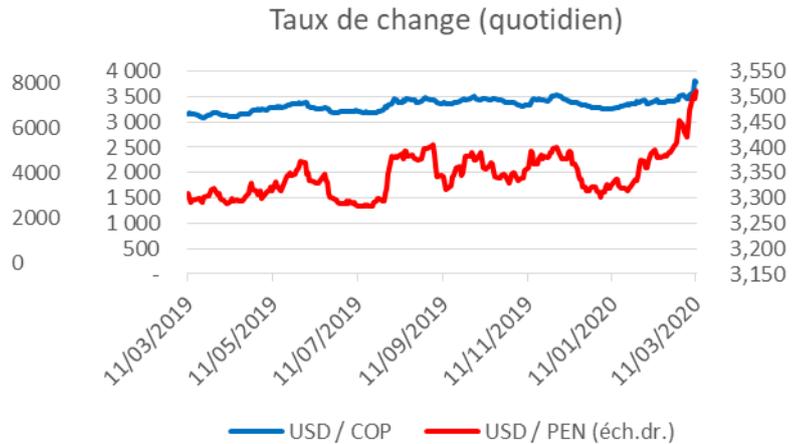
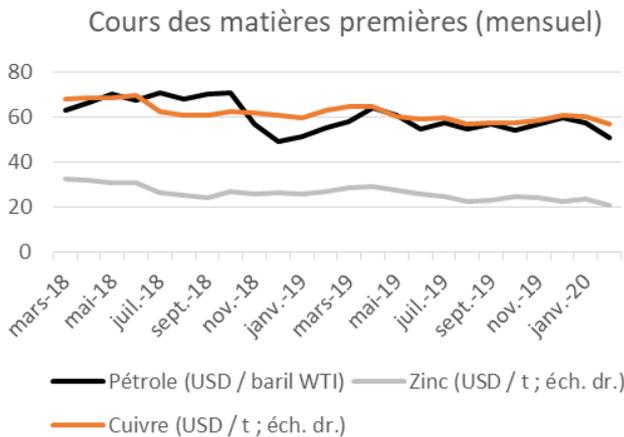




Région

2019 – Population : 138 M

PIB : 785 Mds USD



Bolivie

2019 – Population : 12 M

PIB : 42 Mds USD

Changement à la tête de Boliviana de Aviación.

L'ancien PDG, Juan Carlos Ossio a été destitué via une Résolution Suprême après avoir refusé la demande de démission de la Présidente intérimaire Jeanine Añez. De cette manière a été réglé le conflit qui opposait M. Ossio à un groupe de travailleurs au sujet de promotions pour lesquels des fonctionnaires de carrière n'auraient pas eu la priorité. M. Ossio, nommé à la tête de BoA par le gouvernement de transition en novembre, s'était défendu en niant les accusations et les attribuant au mécontentement soulevé par les révélations qu'il a faites sur les mauvaises gestions de la société (incluant un déficit de 50 MUSD) pendant le gouvernement d'Evo Morales. Le nouveau PDG, Carlos Scott, est romancier, avocat et administrateur d'entreprises avec une expérience de 16 ans chez la ligne aérienne Lloyd Aéreo Boliviano (LAB) et en tant que directeur pays de Aeronáutica Civil jusqu'en 2004.

La Bolivie signe un 8^{ème} avenant au contrat d'exportation de gaz vers le Brésil.

La pétrolière publique YPFB et son homologue brésilien Petrobras ont signé le 6 mars à Santa Cruz un nouvel avenant au contrat d'exportation de gaz bolivien au Brésil. Ainsi, le contrat établit un volume à fournir minimum de 14 M m³/j (contre 24 M m³/j par le passé) et un maximum de 20 M m³/j (contre 30,08 M m³/j par le passé) pour les six prochaines années. La formule pour déterminer le prix reste inchangée soit une combinaison du prix international du pétrole et un panier de fuels. YPFB estime qu'elle bénéficiera ainsi de revenus entre 4 et 6 Mds USD pour les six prochaines années.

Colombie

2019 – Population : 48 M

PIB : 328 Mds USD

Plus bas historique pour le peso.

Suite à l'effondrement du cours du baril du pétrole (et plus généralement aux craintes sur le ralentissement économique mondial aggravé par le coronavirus), le peso colombien a atteint 4052 COP pour un USD et 4453 COP pour un EUR jeudi. A l'issue d'une réunion entre ministres concernés et autorités monétaires locales, le Gouverneur de la banque centrale a estimé que l'économie colombienne était en mesure d'absorber les chocs externes, tant en matière macroéconomique que de stabilité financière.

Quarantaine imposée pour les arrivées en provenance de France.

Alors que l'OMS vient de qualifier la propagation du coronavirus comme pandémie, les autorités colombiennes ont décidé d'imposer à compter du 11 mars une auto-quarantaine (au domicile ou à l'hôtel) de quatorze jours pour les voyageurs en provenance (directe ou indirecte) d'Espagne (146.000 voyageurs en 2018), France (85.000), Italie (45.000) et Chine (18.000).

L'ANIF revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour 2020.

Le cercle de réflexion a abaissé de 3,4% à 3,0% sa prévision de croissance pour cette année, sous l'effet notamment de la baisse des prix du pétrole. Combinée à la dépréciation du peso colombien, cette moindre croissance pourrait entraîner une baisse du PIB par habitant exprimé en dollars, de 6.555 USD en 2019 à 6.370 USD en 2020. Le renchérissement des biens importés pourrait par ailleurs porter l'inflation entre 3,7 et 3,9% sous au niveau haut de la fourchette de la cible d'inflation.

La chute des prix du pétrole affectera l'équilibre budgétaire colombien en 2021.

En raison d'une économie trop peu diversifiée, la chute des prix du pétrole de cette année devrait avoir un impact important sur les comptes fiscaux colombiens de 2021 – et non sur ceux de cette année, en raison du versement décalé d'une année des dividendes d'Ecopetrol (dividendes versés en 2020 basés sur les résultats de 2019). Selon le Président du Conseil d'Administration de l'Association Colombienne des Ingénieurs Pétroliers, avec une exportation moyenne d'environ 600 000 barils par jour, la baisse du prix du pétrole brut pour chaque dollar signifie une perte de 18 millions de dollars par mois.

Equateur**2019 – Population : 17 M****PIB : 108 Mds USD****Nouvelles mesures économiques.**

En réponse à une situation économique et financière dégradée par la chute des prix du pétrole, le Président Moreno a annoncé des mesures appelées à rapporter 2,3 Mds USD supplémentaires à l'Etat (réduction de la masse salariale, élimination et fusion de certains ministères, augmentation de l'impôt sur le revenu à hauteur de 0,75% pour certaines entreprises, baisse de la dépense publique et des investissements publics...). Lenin Moreno a par ailleurs annoncé des financements extérieurs supplémentaires de 2,4 Mds USD et le reprofilage de la dette bilatérale avec la Chine qui permettraient de couvrir les besoins de l'année 2020. L'indice EMBI a atteint 3247 pb au lendemain de l'annonce (+12,7% sur la journée), son plus haut niveau depuis 2009.

Lancement du projet Conolophus aux Galapagos.

Le ministère de l'Energie a lancé le projet photovoltaïque et éolien Conolophus aux îles Galapagos. Ce projet, qui requiert un investissement privé de 45 MUSD (concession de 20 ans), permettra de réduire en moyenne 16 000 T de Co2 par an la consommation dans les îles en remplaçant la production thermique. L'appel d'offres formel sera lancé le 24 mars prochain.

Guyana**2019 – Population : 0,8 M****PIB : 4,1 Mds USD****Recapitulatif partiel des voix pour les élections générales.**

Face aux résultats disputés des élections générales du 2 mars dans la région 4 (comprenant Georgetown), qui n'avaient, pour certains des bureaux de vote, pas suivi les prescriptions électorales en matière de vérification des votes, la Haute Cour a ordonné la reprise des vérifications, voire des recomptes, pour 458 des 879 bureaux de vote de la région.

Pérou**2019 – Population : 32 M****PIB : 229 Mds USD****Le Pérou remporte au CIRDI un arbitrage contre l'Espagnol Lidercón.**

Lidercón avait entamé une procédure d'arbitrage auprès du CIRDI à l'encontre de la Municipalité de Lima (MML), alléguant le non-respect de son contrat de concession, et par extension du traité de protection des investissements Espagne-Pérou. Lidercón demandait ainsi une indemnisation de 123 MUSD pour ne pas avoir bénéficié de l'exclusivité pour conduire les révisions techniques obligatoires auxquelles les véhicules doivent se soumettre, en permettant l'activité de deux autres entreprises du secteur. Dans sa sentence arbitrale, le CIRDI estime que le traité de protection des investissements n'a pas été violé et demande à Lidercón d'indemniser l'État péruvien à hauteur de 4 MUSD pour les frais encourus lors de ce procès qui avait débuté en 2017.

Le gouvernement dispose des mesures d'urgence face à l'expansion du covid-19.

Après avoir confirmé son premier cas vendredi dernier et face à la multiplication de ces derniers (22 actuellement) le gouvernement a émis deux décrets suprêmes et le Président Martín Vizcarra a déclaré l'adoption de mesures additionnelles pour faire face à l'épidémie. Celles-ci incluent la déclaration de l'état d'urgence sanitaire pour 90 jours ; l'exhortation à l'auto-isolement pour les passagers en provenance de Chine, Italie, France et Espagne ; la suspension des cours scolaires et universitaires jusqu'au 30 mars ; l'interdiction de concentrations plus de 300 personnes ; et le déblocage d'un budget additionnel de 75 000 USD pour les secteurs santé et éducation. Des éventuelles mesures d'auto-isolement généralisé sont mises en doute par l'opinion publique sachant que 70% des actifs ont des travaux informels.

Venezuela**2019 – Population : 28 M****PIB : 70 Mds USD****La production pétrolière stagne dans un contexte de fort repli du prix du baril.**

Selon les estimations de l'OPEP, la production s'élève à 760.000 b/j en février 2020, contre 865.000 b/j selon les sources officielles. Au cours du mois, le prix de référence du brut vénézuélien (*Meruy*) a baissé d'une vingtaine de dollar pour s'établir à 36 USD. Par ailleurs, selon la presse, les rabais proposés par PDVSA seraient compris entre 18 et 23 USD/baril afin de réduire les invendus (35 millions de barils). Depuis décembre dernier, deux entreprises mexicaines (Libre Abordo et Schlager Business) auraient reçu 9,6 millions de barils en échange de produits alimentaires.

L'inflation décélère en février 2020.

Selon les estimations de l'Assemblée nationale, l'inflation mensuelle s'élève à 22,4% en février, après 65% le mois précédent. Des économistes privés estiment l'inflation à 21% en février et prévoient un point bas à 16% en mars, avant une possible hausse à partir d'avril. A ce stade, l'inflation annuelle est prévue autour de 4.500%.

Les réserves en devises s'élèvent à 6,6 Mds USD en 2019.

Le recul des réserves en devises (-2,2 Mds USD, soit -25% sur un an) s'explique par les interventions de la Banque centrale sur le marché de change et les ventes d'or monétaire. Durant l'année, les réserves monétaires ont baissé de 37 tonnes (-880 MUSD) pour représenter 104 tonnes d'or (4,7 Mds USD), soit les 3/4 des réserves de change. Les devises ont baissé de 1,2 Md USD pour s'établir à seulement 945 MUSD, soit l'équivalent de 2 mois d'importations non-pétrolières.

L'observatoire vénézuélien sur la conflictualité sociale comptabilise 779 manifestations durant les deux premiers mois de 2020.

Les revendications portent, pour l'essentiel, sur des questions sociales (accès à l'eau, l'électricité et le gaz domestique, hausse des salaires, contestations contre les pénuries de carburant). Sur le plan politique, Juan Guaidó appelle à une mobilisation populaire avec des manifestations prévues tout le long de la semaine.

Les liaisons aériennes avec l'Europe sont suspendues pendant 1 mois.

Dans un discours qui a pris tout le monde par surprise, Nicolás Maduro a annoncé la suspension des liaisons aériennes avec l'Europe et la Colombie à partir du 15 mars, ainsi que l'interdiction de tous les rassemblements publics. Le gouvernement espère ainsi protéger le Venezuela contre l'épidémie de Coronavirus.

Les Etats-Unis sanctionnent TNK Trading International, filiale de Rosfnet, basée à Genève.

L'administration américaine a sanctionné TNK Trading International SA à la suite des mesures restrictives sur Rosfnet Trading SA en février dernier. Le Trésor américain accuse TNK de commercialiser le brut vénézuélien en infraction aux sanctions américaines sur PDVSA.

Dossier du mois**Les taux et politiques de change depuis début 2019**

Les monnaies sud-américaines avec régime de change flottant ont enregistré une volatilité particulièrement élevée en 2019 face au dollar, dans le contexte notamment du ralentissement économique du continent et des incertitudes sur la demande chinoise de matières premières. Cette volatilité s'est renouvelée au cours des dernières semaines, avec le renforcement des craintes de ralentissement global (coronavirus et effondrement des prix du baril de pétrole).

En **Bolivie**, le taux de change face au dollar reste fixé depuis 2011 à 6,96 pour la vente et 6,86 pour l'achat. Face à des rentrées de devises décroissantes, la Banque Centrale utilise ses réserves de change pour conserver ce taux. Actuellement, le boliviano serait surévalué ; une proposition venue du monde académique suggère de dévaluer la monnaie à un rythme annuel de 3% jusqu'à atteindre 15% de dévaluation par rapport à aujourd'hui.

En **Colombie**, les autorités n'ont pas particulièrement réagi aux deux épisodes de dépréciation du COP de 2019, y compris lorsque celui-ci a atteint des plus bas historiques face au dollar début décembre, à 3.520 COP pour un USD. Les réserves de change du pays sont en effet confortables et l'économie (dont le moteur est la consommation domestique, et dont les exportations sont très majoritairement libellées en dollars) reste relativement préservée de l'effet change. Un nouveau plus bas historique a cependant été atteint début mars 2020, dans le contexte du fort recul du prix du baril.

En **Equateur**, malgré la dollarisation et compte tenu de la volatilité des monnaies de la région, le gouvernement a annoncé de nouveaux financements afin de rétablir l'équilibre de la balance des paiements et la trajectoire du déficit budgétaire initialement prévu pour 2020.

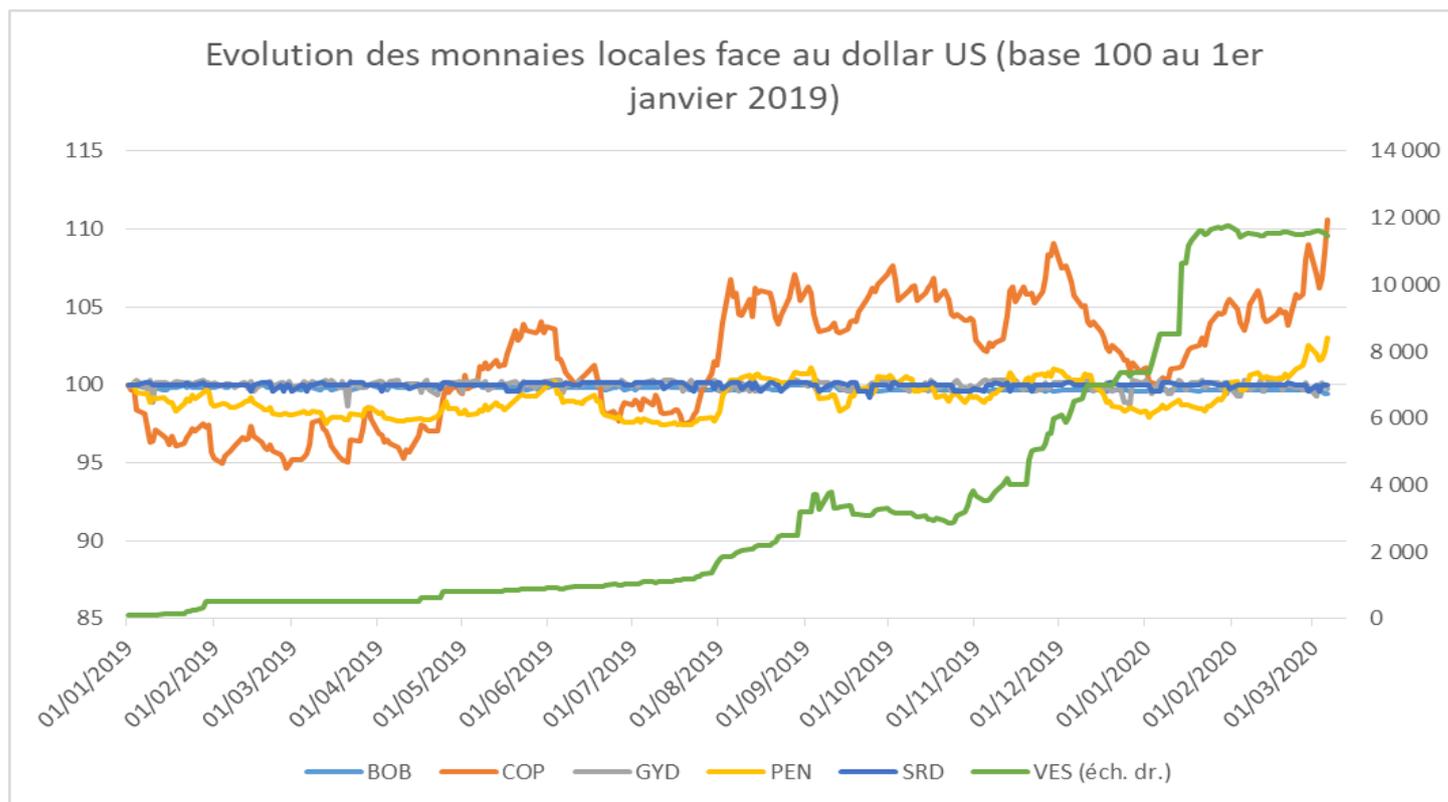
Au **Guyana**, le taux de change est resté relativement stable tout au long de l'année, malgré une très légère dépréciation. La perspective d'une dépendance progressive de l'économie aux prix du pétrole, ainsi que les incertitudes autour de l'issue de l'élection du 2 mars, ne semblent pas affecter le taux de change sur la période récente.

Au **Pérou**, la BCRP est intervenue sur les marchés de change pendant 10 jours en décembre (4 sur les marchés spot et 6 sur le change à terme) pour un total de 640 MUSD demandés. Depuis le début de l'année 2020, l'USD s'est apprécié de 6% en passant de

3,31 PEN à 3,52 PEN au 11 mars (le maximum atteint en 4 ans). Le 9 mars, la BCRP a placé des swaps pour 300 M PEN afin d'atténuer la monté de l'USD.

Le **Suriname** affiche comme le Guyana un taux de change stable, malgré les fortes incertitudes politiques dans le contexte de la campagne électorale (condamnation du Président Bouterse, financements de la Banque centrale...).

Au **Venezuela**, les sanctions américaines à l'encontre de la Banque centrale en avril dernier ont forcé les autorités monétaires à libéraliser les opérations cambiales pour les entités privées. Depuis le mois de mai, les établissements bancaires mènent les opérations de change à travers la « mesa de cambio » et accroissent l'offre de services en devises (compte de dépôt, transferts intra-groupe). Les frais bancaires demeurent élevés (entre 1 et 2% des montants concernés) en raison de l'immobilisation des capitaux. Les interventions ponctuelles de la BCV (10 MEUR la 1^{ère} semaine de janvier) réduisent les écarts entre les taux parallèle et officiel (5 % la 2^{ème} semaine de janvier, contre 26 % la semaine précédente) et permettent une légère stabilisation du change (+2,4 % sur un mois pour l'USD en février, après +89 % en janvier).



Note : un niveau supérieur à 100 indique une dépréciation de la monnaie locale par rapport à son niveau du 1^{er} janvier 2019.

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional
Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine
Revu par : Julien BUISSART

Version du 12 mars 2020